

PARIS, le 20 Avril 1976

La Polynésie Française
aspire à jouer pleinement le rôle que la
géographie et l'histoire de ses rapports avec
l'Etat Français lui imposent, comme
naturellement dans le jeu géopolitique qui
se dessine sous nos yeux. De l'Est à
l'Ouest du bassin du Pacifique, sans
omettre l'Australie, la Polynésie Française
est le point de rencontre, le carrefour
possible de conférences culturelles, scientifiques,
bien paisible où les intelligences rassemblées
et leur réflexion commune représentent une
dimension humaine, dont le monde de
demain aura grand besoin.

La Polynésie souhaite être cet
ambassadeur plénipotentiaire de l'Etat
par le moyen d'un vaste centre international
d'échanges culturels.

L'Etat ^{détient} c'est évident, une part
massive de compétences en Polynésie. Et son
intervention dans ces domaines n'a pas
contestée. Il faut, et il suffit que la
compétence du Territoire étant clairement

PARIS, 10

établies en plein accord avec celui-ci et ses représentants, que le Territoire organise comme il le souhaiterait, sa propre structure de décisions. En un mot que le gouvernement accepte la proposition de loi déposée et par le sénateur et par le député de la Polynésie Française. C'est la seule opération qui permettrait de rétablir, rapidement, une confiance mutuelle entre la France et la Polynésie Française.

Les Polynésiens, dans leur grande majorité ne désirent pas se séparer de la France mais veulent que leurs rapports avec elle soient assainis et normalisés par une refonte de leur statut territorial sur la base de principes énoncés dans la Convention passée le 29 Juin 1880 entre le roi Pomare V et la France, dans le préambule de la Constitution du 4 Octobre 1958 et dans la Charte des Nations Unies, particulièrement dans son article 73 qui fait obligation à la Métropole de respecter la primauté de nos intérêts sur le plan local ainsi que de nos aspirations politiques dans le développement progressif de nos libres institutions.

F. Sanford